

Edito et Opinions, jeudi 15 octobre 2009, p. 8

Point de vue

La mondialisation chamboule les statistiques du commerce extérieur

Jean Arthuis

Les statistiques du chômage, de l'inflation, de mesure du PIB, sont périodiquement critiquées et " revisitées " pour mieux prendre en compte une réalité changeante. Curieusement, la globalisation des économies n'a pas encore suscité de controverse animée sur les statistiques des échanges internationaux. Pourtant, la mesure de ces échanges est rendue délicate par la suppression de quelques-uns de ses instruments traditionnels, mais surtout par la sophistication des phénomènes qu'elle est censée apprécier. De surcroît, les sources d'incertitude antérieures n'ont pas disparu, qu'il s'agisse de la variabilité dans le temps et l'espace des conventions comptables ou de manipulations volontaires (prix de transfert, fraudes à la TVA communautaire). En 2006, le poste " erreurs et omissions " de la balance des paiements (41 milliards d'euros) atteint ainsi le double du solde des transactions courantes.

Les instruments traditionnels ont ainsi progressivement perdu de leur robustesse avec la généralisation de la liberté des changes et des mouvements de capitaux, la suppression des barrières aux échanges et l'allègement des obligations déclaratives. Ils tendent à être remplacés par d'autres outils (sondages, enquêtes, etc.) certes précieux, mais peut-être moins fiables. Cette évolution des instruments apparaît toutefois mineure si on la compare avec la révolution physique, juridique et financière des échanges internationaux. Sans prétendre à l'exhaustivité, cinq tendances puissantes sont à l'oeuvre. Tout d'abord, la fragmentation. Elle conduit à majorer la part des consommations intermédiaires importées dans la production intérieure et à brouiller la perception des déficits ou excédents de la France avec ses partenaires. Une comptabilité des échanges en valeur ajoutée, à l'étude, permettrait seule une analyse rigoureuse de nos forces et faiblesses.

Autre tendance de fond : l'accroissement considérable des échanges intragroupe. Ils représentent déjà le tiers des exportations françaises. Peut-on analyser à l'identique une importation en France

provenant d'une filiale d'une multinationale française ou d'une entreprise " purement " étrangère ? Des réponses intéressantes sont apportées, mais elles demeurent perfectibles et peu connues. Le développement des services la tertiarisation n'est pas non plus suffisamment lisible dans les statistiques. Ils sont censés ne représenter que le cinquième du commerce mondial. Mais leur rôle semble fortement minoré tant par le fait qu'ils sont difficiles à " tracer " et qu'ils sont incorporés dans les prix des marchandises. Les discours sur la désindustrialisation, la priorité souvent donnée aux indicateurs physiques, appelleraient sans doute une relecture plus fine pour mieux saisir les subtilités de la globalisation.

Ensuite, la financiarisation des échanges, si l'on accepte cette expression, rend toujours plus ambitieuse la volonté d'y " retrouver ses petits " dans les statistiques du commerce international. Par exemple, les produits dérivés financiers sont passés de 3,4 milliards d'euros en 2006 à 42 milliards en 2007 dans la balance des paiements ! La complexité des flux intragroupes, les modes de financement et de couverture des échanges n'ont cessé de se sophistiquer et les concepts d'enregistrement comptable, en constante évolution, traduisent l'existence de difficultés à suivre le rythme de cette innovation. Enfin, le commerce électronique, dont les débuts exponentiels laissent présager une croissance durable, ne manquera pas de perturber la nécessaire " traçabilité " des échanges mondiaux. Il remet en cause les frontières, la fiscalité, la distinction entre biens et services (contrairement à l'Europe, les États-Unis assimilent à des marchandises les biens numérisés téléchargeables). Des réglementations se mettent en place (OCDE, États-Unis, Europe), sur lesquelles il semble encore bien tôt pour se prononcer.

En conclusion, les statistiques ne peuvent certes s'adapter qu'avec retard aux bouleversements de la réalité économique et financière, et cela quels que soient les mérites incontestables de la statistique et des statisticiens de notre pays. On pourrait en première analyse se contenter de hausser les épaules en pensant que les statistiques sont faites pour les statisticiens. Ce serait une erreur, car elles conditionnent notre perception de la mondialisation et justifient des politiques économiques qui peuvent se tromper de cible. Refonder les statistiques des échanges internationaux n'est pas un objectif " glamour ", c'est une urgence politique.

Ancien ministre, président de la commission des Finances du Sénat

The logo for 'La Tribune' is a red square with the text 'La Tribune' in white, sans-serif font.

Avec l'aimable autorisation du journal